



SERVICES TECHNIQUES - N° ST24_236

BORDEAUX METROPOLE SIGNALISATION
RUE GAY LUSSAC
08 AVRIL 2024

Le maire de la commune de Saint-Médard-en-Jalles,

Vu le Code Général des collectivités territoriales.

Vu l'article L.2212-1 à 2213-6 du Code général des Collectivités Territoriales.

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière.

Vu la délibération DG20_045 en date du 4 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a délégué à son maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard de toutes les matières énumérées à l'article L.2122.22, du code général des collectivités territoriales, modifiée par la délibération DG20_132 en date du 30 septembre 2020 puis par la délibération DG22_029 en date du 9 février 2022.

Considérant que Bordeaux Métropole Signalisation va mettre en place un sens interdit rue Gay Lussac à Saint-Médard-en-Jalles à compter du 08/04/2024.

Arrête

Article 1 :

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté ST24_220 du 27/03/2024.

Article 2 :

Suite à une mise en place d'un panneau « sens interdit sauf pour les véhicules de service » sur la partie modifiée en piste cyclable de la rue Gay Lussac à Saint-Médard-en-Jalles, Bordeaux Métropole Signalisation procédera à la mise en place de la signalisation adéquate.

Article 3 :

La signalisation correspondante sera mise en place par Bordeaux Métropole Signalisation.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des services est chargé :

de soumettre cet arrêté aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations et de le communiquer à la prochaine réunion du conseil municipal,

de faire exécuter le présent arrêté et **de l'inscrire** au registre des arrêtés,

d'en adresser ampliation à : Bordeaux Métropole Signalisation, Kéolis, Info Trafic, Pompiers de Saint-Médard-en-Jalles, Service Police Municipale et Gendarmerie de Saint-Médard-en-Jalles ;

de faire exécuter le présent arrêté, par les personnes sus-visées, chacune en ce qui les concerne.

Article 5 :

Le maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Bordeaux (le Tribunal administratif peut être également saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

MAIRIE DE SAINT-MÉDARD-EN-JALLES

Certifié exécutoire par le maire compte tenu :

- de l'envoi en préfecture le
- de la réception en préfecture le
- de l'affichage au public le
- de la publication au recueil des actes administratifs de la Ville de Saint-Médard-en-Jalles le

Fait à Saint-Médard-en-Jalles, le 3 avril 2024

Claude Joussaume

Adjoint au Maire délégué Valorisation et entretien des équipements et services techniques